

MASOOD AHMED

Directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Uri vous a donné un bon aperçu du principal problème de la région, qui est la création d'emploi pour les jeunes actifs. J'aimerais concentrer mon propos sur un sous-groupe de pays, et ce sont les pays exportateurs de pétrole qui tentent de diversifier leurs économies pour devenir moins dépendants du pétrole à présent qu'ils ont compris que le pétrole ne va plus rapporter autant que dans le passé.

Pour vous donner quelques faits rapidement : dans la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région – regardons les pays du CCG, le Qatar et les cinq autres pays du CCG – les actifs autochtones travaillent principalement pour le gouvernement, dans la fonction publique ; au Qatar par exemple, 85% des actifs autochtones travaillent dans la fonction publique. C'est un peu moins dans les autres pays : 70% en moyenne des ressortissants des pays du GCC travaillent dans la fonction publique. Dans le passé, c'était une bonne façon d'employer beaucoup de jeunes actifs qui sortaient de l'école ou de l'université. Cependant, à l'avenir, les gouvernements du CCG ne vont plus avoir les ressources pour employer tous leurs ressortissants dans le gouvernement, ils doivent donc de plus en plus trouver un emploi dans le secteur privé.

Comment peut-on créer un secteur privé qui pourra employer les ressortissants? La bonne nouvelle est que tous les pays ont à présent des stratégies et des projets pour créer des économies hors de l'industrie du pétrole. Il y a Qatar Vision 2030 ; il y a le Plan de développement saoudien, et il y a des plans dans tous les autres pays. En gros, ces plans recouvrent des domaines similaires ; ils veulent développer la logistique, les services, la production, le tourisme ; des secteurs qui offrent de la valeur ajoutée et des emplois hors du secteur pétrolier. Le défi à présent est de garantir que ces plans deviennent réalité, de sorte que d'ici 10 à 15 ans, les économies soient plus diversifiées et qu'il y ait des créations d'emploi dans le secteur privé pour les ressortissants.

Est-ce possible ? L'histoire et l'expérience dans d'autres pays du monde avec un passé économique basé sur les marchandises nous dit qu'il n'est pas facile de s'en diversifier. La Malaisie est, selon certains aspects, un exemple de succès, et il y a un ou deux autres pays qui ont réussi mais c'est un processus difficile.

Pourquoi est-ce si difficile? Je vois deux raisons. La première c'est qu'il est difficile de créer les secteurs stratégiques, les ensembles d'industries qui donnent l'élan de la croissance future. Et même si l'on peut identifier certains secteurs, le plus gros problème est souvent de changer la mentalité du secteur privé. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises privées des pays exportateurs de pétrole voient leur profit dans les secteurs non-marchands où ils produisent des biens et des services pour le secteur public ou sont protégés de la concurrence. À l'avenir, ils vont devoir se transformer en producteurs compétitifs, aptes à faire face au marché mondial, des producteurs qui peuvent tenir fermement sur leurs pieds et ajouter de la valeur à leur économie plutôt que d'être de simples fournisseurs de service dans une sorte d'environnement protégé.

La deuxième grande raison, qui est la raison pour laquelle je suis si heureux que cette session s'intitule « Diversification, emploi et éducation », c'est que pour permettre aux ressortissants de travailler dans le secteur privé, il faut se concentrer sur les avantages et les compétences qu'ils possèdent déjà. Pour commencer par les avantages, de nos jours les conditions de travail dans le secteur public dans de nombreux pays exportateurs de pétrole sont meilleures que celles que l'on peut trouver dans le secteur privé. Il faut aplanir les différences dans le temps, de sorte que les gens aient un intérêt équivalent à aller dans le secteur privé à celui qu'ils ont à chercher un emploi dans le secteur public.

Au-delà des avantages, nous devons nous demander si au sein du système scolaire, nous donnons à nos enfants les compétences nécessaires pour qu'ils soient productifs et compétitifs dans le secteur privé ? Si vous demandez aux employeurs la raison principale qui rend difficile l'embauche d'autochtones dans leurs entreprises du secteur privé, l'un des principaux obstacles, c'est le décalage entre les compétences dont ils ont besoin et les compétences des étudiants qui viennent les voir. Modifier le système éducatif, c'est-à-dire étudier les fondamentaux de ce qu'on leur enseigne, comment on leur enseigne, et comment on leur enseigne à apprendre, plutôt que de simplement leur donner des informations à mémoriser, est un changement fondamental de la philosophie éducative qui, dans de nombreux pays, va nécessiter une réforme profonde du système éducatif.

Je tiens à dire que, si c'est une question importante pour les pays exportateurs de pétrole, l'idée d'examiner le système éducatif et de se demander s'il donne aux jeunes les compétences nécessaires pour être les actifs de demain s'applique également aux pays importateurs de pétrole dans la région et à de nombreux pays hors de la région... Il y a des employeurs en Europe et aux États-Unis qui ont également des difficultés à trouver des jeunes actifs ayant les compétences adaptées car les compétences nécessaires à l'emploi de demain sont radicalement différentes des compétences nécessaires aujourd'hui. La nature de l'emploi et la nature du travail sont en pleine mutation à cause de l'économie numérique, de la révolution technologique et cela requiert de notre jeunesse un ensemble de compétences et d'aptitudes complètement différentes pour l'avenir. À mes yeux, le plus grand défi de l'avenir est de penser la diversification, la croissance de l'emploi et l'éducation comme un agenda intégré. On n'atteindra pas le succès que ce soit dans l'emploi ou dans la diversification à moins de s'attaquer également à la question fondamentale du développement des compétences des actifs de demain. Merci.

Mohammed KABBAJ

Merci, Ahmed.